



**DECISION N° 097/2021ARMP/CRD/DEF DU 07 JUILLET 2021
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DU GROUP LAMP FALL BATIMENT
TRAVAUX PUBLIC, CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISoire DE L'APPEL
D'OFFRES OUVERT N°017_21_S. RESTAURATION/MSAS/DES/EASN, RELATIF À LA
RESTAURATION DU PERSONNEL, DES MEDECINS INTERNES ET DES PATIENTS
SOUS REGIME NORMAL, DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL EL HADJI
AHMADOU SAKHIR NDIEGUENE.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours du Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Public reçu le 14 juin 2021 ;

VU la quittance de consignation n°100012021002410 du 14 juin 2021 ;

VU la décision n° 060/2021/ARMP/CRD/SUS du 17 juin 2021 prononçant la suspension de la procédure de passation du marché litigieux ;

Monsieur Abdourahmane THIAM, Commissaire aux enquêtes, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur Général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par lettre reçue le 14 juin 2021 à l'ARMP sous le numéro 1742, le Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) pour contester la décision d'attribution provisoire de l'appel d'offres N°017_21_S. RESTAURATION. /MSAS/DES/EASN, relatif à la restauration du personnel, des médecins internes et des patients sous régime normal, du Centre Hospitalier Régional El Hadji Ahmadou Sakhir Ndiéguène de Thiès (CHRT).

SUR LES FAITS

Dans le cadre de son budget de fonctionnement 2021, le Centre Hospitalier Régional El Hadji Ahmadou Sakhir Ndiéguène de Thiès (CHRT) a obtenu des crédits destinés au financement du marché de clientèle, dont l'objet porte sur la restauration du personnel, des médecins internes et des patients sous régime normal de l'hôpital.

À cet effet, il a fait publier dans le journal « le soleil » du 26 mars 2021, l'avis d'appel d'offres relatif à ce marché constitué d'un lot unique, référencié N°017_21_S. RESTAURATION. /MSAS/DES/EASN.

A la séance d'ouverture des plis du mardi 27 avril 2021, cinq (05) propositions ont été reçues et lues publiquement.

Par la suite, les montants ci-après ont été mentionnés dans le procès-verbal rédigé à cet effet le même jour :

N° D'ordre	Soumissionnaires	Montants Unitaires TTC en F CFA
1	SONGER SARL	3 750
2	ETS GASSANE WATU	2 950
3	ENTREPRISE DALAL DIAM TOUBA SERVICES	2 006
4	ETS IBRAHIMA DIEYE	2 000
5	GROUP LAMP FALL BTP	1 410

Au terme des travaux d'évaluation, la commission des marchés du CHRT a proposé l'attribution provisoire du marché à l'entreprise Dalal Diam Touba Services, pour le montant unitaire de son offre évaluée à la somme de deux mille six (2006) francs CFA TTC.

Suite à la notification du rejet de son offre le 8 juin 2021, le Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics a introduit le 9 juin 2021 un recours gracieux auprès du CHRT pour contester cette décision.

Non satisfait de la réponse du CHRT, il a alors saisi le 14 juin 2021 le Comité de Règlement des Différends (CRD) pour soumettre le contentieux à cet organe.

Par décision n° 60/2021/ARMP/CRD/SUS du 17 juin 2021, le CRD a jugé le recours recevable, ordonné la suspension de la procédure de passation et demandé à l'autorité contractante, la communication des documents nécessaires à l'instruction.

Par courrier parvenu à l'ARMP le 29 juin 2021, le CHRT a transmis au CRD les pièces demandées, sans formuler de nouvelles observations sur le litige.

SUR LES MOYENS DU REQUERANT

A l'appui de son recours, le Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics soutient que son offre a été rejetée par le CHRT alors qu'il ressort de la séance d'ouverture des plis, qu'il a proposé celle qui est la moins disante.

Il estime à ce sujet, que le motif donné par l'autorité contractante et tenant au fait qu'il a présenté une attestation de paiement des redevances de régulation expirée, n'est pas justifié.

Il soutient aussi, que cet argument est surprenant, d'autant plus que dans la lettre qu'il a reçu de la commission des marchés de l'hôpital et relative à une demande de complément de pièces administratives, cette attestation n'y figure pas.

Affirmant être à jour au regard de la redevance de régulation, il précise que ce document est la pièce la plus facile à obtenir pour lui et en veut pour preuve, la nouvelle attestation dont il dispose présentement, après en avoir fait la demande aussitôt après le refus de sa proposition, au niveau des services compétents de l'ARMP.

Par conséquent, il demande au CRD, l'annulation de la décision d'attribution provisoire du marché à l'entreprise Dalal Diam Touba Services.

SUR LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

En répondant au recours gracieux du Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics, le CHRT reconnaît que l'offre de celui-ci est moins disante par rapport à celle de l'attributaire provisoire. Toutefois, il précise qu'elle n'a pas respecté les dispositions de l'article 44.d) du Code des Marchés publics, repris dans le DAO à la clause 11.1 des DPAO où il est stipulé que : « le candidat devra joindre à son offre une attestation justifiant le paiement des redevances de régulation à l'ARMP exigibles au titre des marchés de l'exercice 2020 ».

En effet, le CHRT soutient que la commission des marchés a constaté au cours de l'évaluation des offres, que le Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics a fourni une attestation délivrée par l'ARMP et arrivée à expiration depuis le 31 décembre 2014.

EXAMEN DU LITIGE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent, que le litige porte sur le bien-fondé du rejet de l'offre du requérant, au motif qu'il a déjà fourni une attestation de paiement des redevances de régulation arrivée à expiration et que l'autorité contractante ne peut pas lui demander d'en produire une autre.

SUR LE FOND

Considérant que l'article 68 du Code des Marchés publics dispose qu'« avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnés des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables » ;

Considérant aussi, que le point 11.1 des données particulières de l'appel d'offres (DPAO) prévoit, que « le candidat devra joindre à son offre une attestation justifiant le paiement des redevances de régulation à l'ARMP exigibles au titre des marchés de l'exercice 2020 » ;

Qu'en exigeant cette attestation, l'autorité contractante veille à s'assurer que les candidats se sont régulièrement acquittés de cette obligation, qui contribue pour l'essentiel au financement du système de régulation des marchés publics du Sénégal ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du dossier, que le Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics a effectivement fourni une attestation délivrée par l'ARMP le 05 mars 2014, portant le numéro 0586/2014 et relative aux marchés passés au titre de la gestion 2013, avec une période de validité comprise entre le 05 mars 2014 et le 31 décembre 2014 ;

Qu'il est ainsi constant, que cette attestation est arrivée à expiration et ne se rapporte pas aux marchés éventuellement attribués au requérant au titre de l'exercice 2020, conformément aux stipulations du DAO ;

Considérant que Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics réclame l'application des dispositions de l'article 44 du Code des Marchés publics selon lesquelles, « les documents prévus aux alinéas a), b), d) e), f), et éventuellement h) et i), non fourni ou incomplets, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'Autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire » ;

Qu'il est nécessaire de préciser, que le point d) précité, est relatif à une attestation justifiant le paiement des redevances de régulation exigibles au titre des marchés publics de l'exercice précédent ;

Qu'ainsi, le requérant qui a versé dans son dossier une attestation de paiement de redevance arrivée à expiration ne peut se prévaloir de l'application de ces dispositions prévues pour un défaut de production ou une production incomplète. ;

Que par conséquent, l'autorité contractante a eu raison de ne pas lui demander de produire une nouvelle attestation de paiement des redevances de régulation en cours de validité, au risque de porter préjudice aux autres soumissionnaires qui ont fait l'effort de produire dans leurs offres respectives, le document exigé ;

Que dès lors, sa décision de rejet de l'offre du requérant est justifiée ;

Qu'il y a lieu en définitive, de déclarer le recours du Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Public non fondé, d'ordonner la continuation de la procédure de passation du marché de restauration du personnel, des médecins internes et des patients sous régime normal de l'hôpital et la confiscation de la consignation ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que le point 11.1 des données particulières de l'appel d'offres (DPAO) prévoit, que « le candidat devra joindre à son offre une attestation justifiant le paiement des redevances de régulation à l'ARMP exigibles au titre des marchés de l'exercice 2020 » ;

- 2) Constate que le Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics a fourni une attestation délivrée par l'ARMP et relative aux marchés passés au titre de la gestion 2013, avec une période de validité comprise entre le 5 mars 2014 et le 31 décembre 2014 ;
- 3) Dit, que cette attestation n'est pas conforme aux stipulations du DAO ;
- 4) Constate que le requérant réclame l'application des dispositions de l'article 44 du Code des Marchés publics ;
- 5) Dit que cette disposition n'est pas applicable en l'espèce ;
- 6) Dit, que le recours du Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics est non fondé ;
- 7) Ordonne la continuation de la procédure de passation du marché de restauration du personnel, des médecins internes et des patients sous régime normal de l'hôpital et la confiscation de la consignation ;
- 8) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier au Group Lamp Fall Bâtiment Travaux Publics, au Centre Hospitalier Régional El Hadji Ahmadou Sakhir Ndiéguène de Thiès (CHRT) ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président



Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**

Saër NIANG

